

Dialogues parlementaires virtuels : la sécurité alimentaire et la nutrition dans le contexte de la Covid-19.

Rapport de la troisième Session

Pays arabes, 1 avril 2021

Les dialogues parlementaires virtuels visent à soutenir les activités de renforcement des capacités des parlementaires ainsi que les processus de dialogue politique en cours d'élaboration dans chaque région, en mettant l'accent sur les initiatives capables de traiter et d'atténuer l'impact de la Covid-19.

De plus, l'objectif est de placer la sécurité alimentaire, la nutrition et l'inclusion socio-économique des agriculteurs familiaux, en tête des agendas politiques pour assurer la réalisation des objectifs de développement durable (ODD).

Les événements ont été organisés par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), avec la collaboration de l'Agence espagnole pour la coopération internationale au développement (AECID), dans le cadre du suivi des engagements du premier Sommet parlementaire mondial contre la faim et la malnutrition tenu à Madrid en 2018.

Le troisième événement de la série des dialogues parlementaires virtuels, s'est tenu le jeudi 1 avril 2021, en partenariat avec l'Association des Sénats, Shoura et Conseils Equivalents de l'Afrique et du Monde arabe (ASSECCA). La note conceptuelle et l'ordre du jour sont disponibles sur le site Web.

Résumé de la Session

Première session - Ouverture

Potentiel de transformation des agriculteurs familiaux pour atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD)

Mme Marcela Villarreal, Directrice de la Division des partenariats et de la collaboration au sein de la FAO, a souligné l'importance du rôle des parlementaires dans la mise en œuvre de la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale (DNUAF), qui sert de cadre pour l'élaboration

et le renforcement des politiques et d'investissements publics dans l'agriculture familiale, en vue de contribuer à la réalisation de l'Agenda 2030.

Au Proche-Orient et en Afrique du Nord, 70% de la population vit en zone rurale, dont 34% est engagée dans l'agriculture et produit 60% de la nourriture.

Dans le cadre de la Décennie, plusieurs plans sont à l'étude dont 7 plans nationaux ont été approuvés dans le monde, 8 sont à un stade avancé et 35 plans mobilisent des acteurs pour renforcer leur élaboration.

Dans la région, la FAO et le Fonds international de développement agricole (FIDA) ont facilité l'élaboration d'un plan régional dont les axes sont les pratiques durables et innovantes, les opportunités d'emploi rural décent et les mécanismes complémentaires de protection sociale, la capacité des organisations et institutions rurales à améliorer l'accès aux services et aux marchés ruraux.

Un modèle de coopération basé sur l'échange d'expériences et de bonnes pratiques.

Mme Maria Molina Alvarez de Toledo, Chef du département de coopération de l'AECID avec le Monde arabe et l'Asie, a souligné que le Maghreb et le Moyen-Orient sont une priorité pour l'Espagne, dont l'engagement est axé sur l'Objectif 16 de développement durable (ODD 16).

La lutte contre la faim et la défense du droit à une alimentation adéquate à travers le pouvoir législatif sont une caractéristique de la coopération espagnole; Elle a été lancée avec l'Initiative « Amérique latine et les Caraïbes libérées de la faim » et plus particulièrement avec le Front parlementaire contre la faim (FPF).

L'une des étapes franchies a été l'organisation du Sommet parlementaire mondial contre la faim et la malnutrition. Les FPF ont inspiré la création d'alliances parlementaires en Espagne et dans d'autres parties du monde. En outre, ils sont considérés comme un excellent modèle de « coopération bidirectionnelle », dont nous pourrions apprendre les uns des autres en encourageant l'échange d'expériences et de bonnes pratiques des différentes régions.

Les mesures à prendre à la lumière de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition, de la Déclaration de Rome et du Sommet sur les systèmes alimentaires.

L'honorable Dr Jihad Al-Fathel, membre du Conseil de la Shoura du Royaume de Bahreïn et vice-Président du Réseau parlementaire pour la sécurité alimentaire et la nutrition en Afrique et dans le monde arabe, a souligné que la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025) et la Déclaration de Rome sont l'occasion d'améliorer les systèmes alimentaires. Elle a appelé à prendre les mesures suivantes: l'élaboration de lois sur la sécurité alimentaire et la nutrition, la constitution des stocks et réserves alimentaires, la création d'un centre arabe pour la sécurité alimentaire avec un soutien financier, l'implication des jeunes dans l'agriculture, la proposition des budgets d'urgence capable de contenir des incitations économiques et sociales face à la crise et le renforcement de la coopération multilatérale et du rôle de l'ONU ; par exemple, avec le Sommet sur les systèmes alimentaires, l'Année de la sécurité alimentaire peut être déclarée.

Deuxième session - Aperçu technique: la sécurité alimentaire et la nutrition et le rôle des parlementaires dans la création d'un environnement politique favorable dans le contexte actuel de la Covid-19.

Défis économiques et sociaux aggravés par la pandémie.

Le Conseiller principal et Directeur exécutif au Bureau régional de la FAO pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord, Dr Mohamed Abdel Monem, a souligné que la région était déjà confrontée à de sérieux défis avant même la pandémie: le taux de croissance démographique le plus élevé du monde, le chômage des jeunes à 30%, les migrations dues aux conflits, la désertification et la dégradation des terres agricoles, ainsi qu'une réduction de 66% des ressources en eau, la hausse des températures et du niveau de la mer en raison du changement climatique et la dépendance à l'égard des importations de produits de base.

En raison de la pandémie, le fonctionnement de certaines chaînes d'approvisionnement alimentaire s'est détérioré et le commerce international a connu un déclin considérable. En conséquence, le droit à l'alimentation pour les plus vulnérables a été gravement compromis.

Dans le contexte de l'agriculture familiale, le travail de la FAO repose sur trois piliers à savoir l'exploitation de la technologie numérique, en particulier dans les programmes de protection de la famille, l'autonomisation des populations dans les zones rurales en mettant l'accent sur les jeunes et les femmes et l'amélioration de la production agricole grâce à l'innovation.

Les parlementaires peuvent contribuer dans ce domaine par l'approbation des budgets favorables aux pauvres et la sensibilisation du public sur l'impact de la faim, entre autres. Leur rôle peut être renforcé avec le soutien des scientifiques et des institutions universitaires en améliorant les capacités des instituts nationaux et régionaux de statistiques.

Troisième session - Table ronde : les sujets à discuter et les mesures à prendre au sein des parlements pour faire face à l'impact de la Covid-19 sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

L'impact sur l'agriculture face au risque de prolongation des restrictions.

Le Dr Basheer Alhowsh, membre du Haut Conseil d'Etat de Libye et Rapporteur pour les pays arabes au sein du Réseau parlementaire pour la sécurité alimentaire et la nutrition en Afrique et dans le monde arabe, a souligné que les conséquences économiques pourraient être particulièrement désastreuses dans les pays en développement si les mesures de confinement sont prolongées ; dans ce contexte, l'accès aux vaccins est un facteur clé pour prévenir les impacts majeurs sur l'économie et la sécurité alimentaire.

Parmi les mesures suggérées, il y a la création ou le renforcement des réserves alimentaires pour assurer la disponibilité et l'accès aux produits de base. Il a également souligné l'importance de la coopération multilatérale et du renforcement de la confiance dans les organisations internationales. La Libye a mis en place un comité national de crise, une commission composée de médecins et un haut conseil pour faire face à la pandémie.

Suite à la mise en place du nouveau gouvernement d'unité nationale et à la fin des périodes de guerre, le parlement a commencé à se réunir et devrait légiférer prochainement sur la crise.

L'implication de l'exécutif, la productivité de la terre, les nouvelles technologies, la formation et la déforestation.

Le Secrétaire général de l'ASSECAA, Mr. Abdulwasie Yusuf Ali, de l'Éthiopie, a émis les recommandations suivantes: la nécessité pour les gouvernements d'adopter des mesures adéquates à moyen et long terme, l'amélioration des terres arables à court terme, la promotion de l'irrigation et les nouvelles technologies, dispenser une formation aux agriculteurs, mettre en œuvre des programmes de lutte contre la déforestation et établir des budgets annuels pour assurer la sécurité alimentaire et la nutrition.

La responsabilité internationale, les échanges interrégionaux et la réserve des produits de base.

Le secrétaire général adjoint de l'ASSECAA, Mr. Mohammed Al Tayeb, du Yémen, a appelé à une coordination parlementaire au niveau régional. Les mesures législatives devraient viser à renforcer les investissements dans l'agriculture, en particulier dans l'agriculture familiale ; il a aussi insisté sur la nécessité de remédier au manque des ressources à l'avenir, améliorer la gouvernance et les échanges interrégionaux, promouvoir des programmes et des projets pour faire face aux crises potentielles, faire des stocks de produits, donner la priorité aux plus vulnérables et fournir une aide alimentaire aux pays les plus nécessiteux.

Légiférer pour améliorer les moyens de subsistance et les revenus des agriculteurs.

L'Honorable Qarneek Haj Abul-Qader, membre du Conseil de la Nation de l'Algérie, a souligné que parmi les défis auxquels la région est confronté et bien avant la pandémie, se trouvent les questions de terrorisme et de crime organisé.

L'Algérie a lancé un plan de relance économique et sociale basé sur une économie diversifiée et moins dépendante des hydrocarbures. Le relèvement face à la Covid-19 nécessite une agriculture diversifiée, la lutte contre la désertification, la réduction de l'urbanisation incontrôlée des terres fertiles, l'exploitation des ressources naturelles grâce à des

pratiques intelligentes et respectueuses de l'environnement, la promotion des énergies renouvelables pour assurer l'autosuffisance en évitant l'exode rural et le renforcement de la protection sociale.

Programmes d'alimentation scolaire, coopération intersectorielle et collaboration avec des chercheurs, éléments clés de l'Amérique latine et des caraïbes.

Mme Gloria Canclini, Conseillère technique et membre de l'Observatoire du droit à l'alimentation en Amérique latine et dans les Caraïbes (ODA-LAC), a partagé l'expérience en matière de la sécurité alimentaire.

Les programmes d'alimentation scolaire, l'adoption d'une approche intersectorielle entre les différents secteurs du gouvernement et les secteurs productifs, ainsi que l'alliance avec les scientifiques et les universités, ont été des éléments clés pour les progrès de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans la région.

Troisième session - Discussion en plénière : le rôle des parlementaires dans la stratégie d'atténuation de l'impact de la Covid-19 sur la sécurité alimentaire, à la fois dans les phases de confinement et de relèvement.

Utilisation des instruments constitutionnels et budgétaires

Selon l'hon. Dr. Jihad Al-Fathel, le rôle des parlementaires réside dans l'utilisation d'instruments constitutionnels, également dans le contrôle de l'Exécutif et dans l'allocation des budgets adéquats pour la sécurité alimentaire et la nutrition. Ainsi, le Royaume du Bahreïn a appelé à un engagement concret dans l'allocation des fonds pour financer des stocks alimentaires dans le budget 2021-2022.

Appui de la FAO, distribution des vaccins et de l'eau.

Selon l'hon. Qarneek Haj Abul-Qader, l'intervention des organisations internationales est nécessaire pour défendre une distribution équitable des vaccins dans les pays les plus pauvres, pour allouer des terres à la production des produits stratégiques et pour renforcer l'autosuffisance de la population rurale. Elles devraient également préserver les ressources en eau et réaliser des études pour rationaliser l'utilisation des aquifères, avec l'aide de la FAO.

Le modérateur de la session, M. Ayman Omer, le Chargé de programme au Bureau régional de la FAO pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord,

a réitéré l'engagement de la FAO à continuer de fournir une assistance technique aux pays. La pénurie d'eau est une question prioritaire pour le Bureau régional.

Conclusion

Le Dr Jihad Al-Fathel a appelé à ce que les propositions avancées au cours du dialogue se transforment en résultats tangibles et soient largement diffusées dans l'intérêt de tous.

Elle a également encouragé les parlementaires à soutenir le travail de la FAO.

Enfin, Mme Marcela Villarreal a souligné que ces dialogues mettent en évidence les particularités de chaque région, comme la rareté de l'eau, qui est un défi qui concerne particulièrement les pays arabes.

Ces événements sont un excellent exemple de coopération interrégionale. Les propositions exprimées au cours de ce dialogue seront partagées avec d'autres régions, dans le but de développer les connaissances nécessaires pour parvenir à un monde sans faim.
